

Préfet de Loire

dossier n° PC 042 207 24 00044

date de dépôt : 05 novembre 2024

demandeur : HOPITAL DU GIER, représenté par
DESSERTAINE Gaelle

pour : Les futurs travaux portent sur la
réhabilitation et l'extension des services des
urgences et du hall d'entrée MCO du centre
hospitalier du Gier à Saint-Chamond (42).
La réhabilitation des parties existantes, après
curage, permettra de redéfinir les services des
urgences dans son nouveau processus de
développement.

Des extensions viendront compléter l'ensemble
avec l'adjonction au sud-est d'une unité UHTCD
et d'un SAS des ambulances, au sud-ouest de
deux extensions avec l'entrée des urgences, la
maison médicale et une unité de consultations.
Au cœur du bâtiment existant, dans un patio, sera
construit une galerie de liaison permettant
l'amélioration des circulations internes.
Afin de garantir la continuité, durant les travaux,
du fonctionnement des urgences et du fait d'être
en site occupé, ces travaux seront réalisés par
phases.

adresse terrain : 19 rue Victor Hugo, à Saint-
Chamond (42400)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le préfet de Loire,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond approuvé le 04/02/2013, modifié les 07/04/2015, 11/05/2016 et 07/02/2019, modification simplifiée les 29/09/2016, 05/10/2017 et 24/03/2022, mis à jour le 16/01/2017, révision allégée le 28/06/2018, modification simplifiée le 17/07/2020; et notamment la zone Ua1 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 24-205-SAT du 23 septembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien VIENOT, Directeur Départemental des Territoires de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral DT 2024-0675 du 07/11/2024 portant subdélégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHAMBERT, adjoint au chef de pôle ADS ;

Vu la demande de permis de construire présentée le 05 novembre 2024 par HOPITAL DU GIER, HOPITAL DU GIER, représenté par DESSERTAINE Gaelle demeurant 19 rue Victor Hugo, Saint-Chamond (42400);

Vu l'objet de la demande :

- pour Les futurs travaux portent sur la réhabilitation et l'extension des services des urgences et du hall d'entrée MCO du centre hospitalier du Gier à Saint-Chamond (42).
La réhabilitation des parties existantes, après curage, permettra de redéfinir les services des urgences dans son nouveau processus de développement.
Des extensions viendront compléter l'ensemble avec l'adjonction au sud-est d'une unité UHTCD et d'un SAS des ambulances, au sud-ouest de deux extensions avec l'entrée des urgences, la

maison médicale et une unité de consultations. Au cœur du bâtiment existant, dans un patio, sera construit une galerie de liaison permettant l'amélioration des circulations internes. Afin de garantir la continuité, durant les travaux, du fonctionnement des urgences et du fait d'être en site occupé, ces travaux seront réalisés par phases. ;

- sur un terrain situé 19 rue Victor Hugo, à Saint-Chamond (42400) ;
- pour une surface de plancher créée de 726 m² ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du maire de Saint-Chamond en date du 11/02/2025
Vu la date d'affichage en mairie du 07/11/2024 de l'avis de dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ;

Vu l'avis de l'unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Loire en date du 15/11/2024
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, sous-commission ERP-IGH du 9/01/2025 et la sous-commission d'accessibilité du 19/12/2024

ARRÊTE


Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions émises par le Maire de Saint-Chamond et la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, sous-commission ERP-IGH et accessibilité dans leurs avis ci-joints au présent arrêté devront être respectées.

Fait à Saint-Etienne, le 26 février 2025
Pour le préfet,
et par délégation
le directeur départemental des territoires,
par subdélégation,
l'adjoint au chef du pôle ADS


Jean-Yves CHAMBERT

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

REPUBLIQUE FRANCAISE

SAINT-
CHAMOND

DOSSIER : N° PC 042 207 24 00044

Déposé le : 05/11/2024

Dépôt affiché le : 07/11/2024

Nature des travaux : Réhabilitation et extension
centre hospitalier du Gier

Demandeur : HOPITAL DU GIER

Adresse: 19 Rue Victor Hugo 42400 ST CHAMOND

Sur un terrain sis à : 19 rue Victor Hugo à SAINT-
CHAMOND (42400)

Référence(s) cadastrale(s) : 207 BP 127

COMMUNE de SAINT-CHAMOND

AVIS FAVORABLE DU MAIRE

Le Maire de la commune de SAINT-CHAMOND

Vu la demande de permis de construire présentée le 05/11/2024 par HOPITAL DU GIER,

Vu l'objet de la demande

- Pour la réhabilitation et l'extension du centre hospitalier du Gier ;
- Sur un terrain situé 19 rue Victor Hugo à SAINT-CHAMOND (42400) ;
- Pour une surface de plancher créée de 726 m²;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants et R.421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 février 2013, modifié par modifications approuvées le 11 mai 2016 et le 29 septembre 2016, mis à jour le 16 janvier 2017 et le 1er juin 2017, modifié par modification simplifiée approuvée le 5 octobre 2017, révisé par révision allégée approuvée le 28 juin 2018, modifié par modification approuvée le 7 février 2019 et par modifications simplifiées approuvées les 17 juillet 2020 et le 24 mars 2022, modifié par modification approuvée le 30 mai 2024, et notamment les dispositions applicables à la zone Ua1;

Vu l'arrêté 2023-011000 portant délégation de signature aux adjoints en date du 26 octobre 2023,

Vu l'avis Favorable de Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024

Vu l'avis pour information de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 15/11/2024

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 21/11/2024

Vu l'avis Favorable de Véolia en date du 13/12/2024

UN AVIS FAVORABLE EST DONNÉ AU PROJET OBJET DE LA PRÉSENTE DEMANDE.

Le pétitionnaire devra respecter les **PRESCRIPTIONS** émises dans les avis annexés au présent arrêté ainsi que les prescriptions suivantes :

Electricité :

Hypothèse de puissance de raccordement inférieure à 36KVA. Aucune contribution à des travaux électrique de réseaux ne sera demandée pour ce projet qui ne comporte aucun impact électrique pour le réseau public de distribution.

(Cf avis d'ENEDIS en date du 21/11/2024)

Eau potable :

Cette parcelle peut être raccordée sur la canalisation en fonte DN 150, existante rue Benoit Oriol. La pression de service est de 9 bars environ.

(Cf avis de Véolia en date du 13/12/2024 et Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024)

Défense incendie

La protection incendie la plus proche est le poteau d'incendie n°290 (contrôlé le 29/06/22 à 7.5 bars à 60 m3/h) situé à environ 10 m de la parcelle.

(Cf avis de Véolia en date du 13/12/2024 et Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024)

Assainissement :

Le raccordement des eaux usées et pluviales pourra être réalisé sur le collecteur eaux usées unitaire DN 1600 existant rue Dugas Montbel.

En partie privée, la collecte des eaux usées et des eaux pluviales devra être réalisée séparément.

(Cf avis de Véolia en date du 13/12/2024 Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024)

Voirie :

Accès déjà existant à la parcelle.

(Cf avis de Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024)



SAINT-CHAMOND, le 11 FEV 2025

Le Maire
Axel DUGUA

PARTICIPATION FINANCIERE A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC)

Conformément à la délibération du Conseil Communautaire de Saint Etienne Métropole du 25 juin 2012 modifiée, les constructions sont redevables de la PFAC, selon le tarif en vigueur au moment du raccordement de la construction.

NOTA BENE : La présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe d'aménagement et d'une redevance d'archéologie préventive. Une déclaration devra être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Biens immobiliers ».

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE LA LOIRE**
CCT/20240710

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ
SOUS COMMISSION ERP IGH
REUNION DU 9 JANVIER 2025**

LIBELLE DE L'ETABLISSEMENT : CENTRE HÔPITALIER

COMMUNE : SAINT-CHAMOND

ADRESSE : 19 RUE VICTOR HUGO

OBJET DE L'ETUDE : Réhabilitation et extension des services d'urgence et
du hall d'entrée

REF : Rapport du Capitaine Ferdinand CHAPELLE agissant par délégation du Directeur
départemental des services d'incendie et de secours (document ci-joint) en date du
6 janvier 2025

AUTORISATION DE TRAVAUX : N° PC 24 00044

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT : TYPE U de 2^{ème} CATEGORIE
avec des aménagements de TYPE L N

DOSSIER SDIS N° E207.02701

Après avoir pris connaissance des différents éléments du projet cité en objet, et de l'avis
proposé par le rédacteur, chargé de l'étude technique du dossier en matière de sécurité
contre l'incendie et la panique, les membres de la sous-commission ERP-IGH émettent
un **avis favorable à la délivrance du permis de construire N° 24 00044.**

Pour le Directeur Départemental
De la Protection des Populations
et par délégation,
L'adjoint au service
Environnement et Prévention des Risques
Odile PRACCA

PROPOSITIONS DE PRESCRIPTIONS

OBJET : CENTRE HOSPITALIER - 19 RUE VICTOR HUGO - SAINT-CHAMOND
Réhabilitation et extension des services d'urgence et du hall d'entrée MCO

REF : Réunion de la sous-commission ERP IGH en date du 9 janvier 2025

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT : TYPE U de 2^{ème} CATEGORIE
avec des aménagements de TYPE L N

DOSSIER SDIS N° E207.02701

1°- Les différentes prescriptions ou observations émises par le rapporteur du dossier dans son rapport d'étude devront être respectées.

2°- Une visite de la commission de sécurité compétente devra être sollicitée par le responsable de l'établissement auprès de la Mairie de SAINT-CHAMOND 1 mois avant la date envisagée pour l'achèvement des travaux dans cet établissement, (article R 143.38 du code de la construction et de l'habitation).

Il est précisé que le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (article R 143.34 du code de la construction et de l'habitation).

3°- Les membres de la sous-commission ERP-IGH rappellent que les locaux ne doivent être réceptionnés que si les travaux sont entièrement achevés.

Par ailleurs, si des modifications sont ultérieurement apportées au projet présenté ce jour, celui-ci devra faire l'objet d'un nouvel avis de la commission.

Saint Etienne, le 6 janvier 2025

**SOUS-DIRECTION INGENIERIE DES RISQUES
ET ORGANISATION DES SECOURS**

Réf. : Prévention/CCT/20240710
Affaire suivie par : Capitaine Ferdinand CHAPELLE
☎ 04 77 91 08 57
Courriel : prevention@sdis42.fr

**RAPPORT D'ETUDE DU BUREAU DE LA PREVENTION
A LA SOUS COMMISSION ERP-IGH
REUNION DU 9 JANVIER 2025**

LIBELLE DE L'ETABLISSEMENT : CENTRE HOSPITALIER
COMMUNE : SAINT-CHAMOND
ADRESSE : 19 RUE VICTOR HUGO
OBJET DE L'ETUDE : Réhabilitation et extension des services d'urgence et du hall d'entrée
REF : Transmission de la DDT pole ADS Stéphanois en date du 27 novembre 2024 reçue le 27 novembre 2024
PERMIS DE CONSTRUIRE : N° 24 00044
DEPOSE(E) LE : 5 novembre 2024
DEMANDEUR : Centre hospitalier du Gier à Saint-Chamond
AUTEUR DU PROJET : Sextant Architecture
DOSSIER SDIS N° : E207.02701
Documents examinés : Notice de sécurité en date du 30 octobre 2024,
Plans en date du 4 novembre 2024 établis par l'auteur du projet,
Entretien avec Mr JM Jager du Bureau Veritas, contrôleur technique du projet.

CLASSEMENT

TYPE : U, L, N
CATEGORIE : 2^{ème}

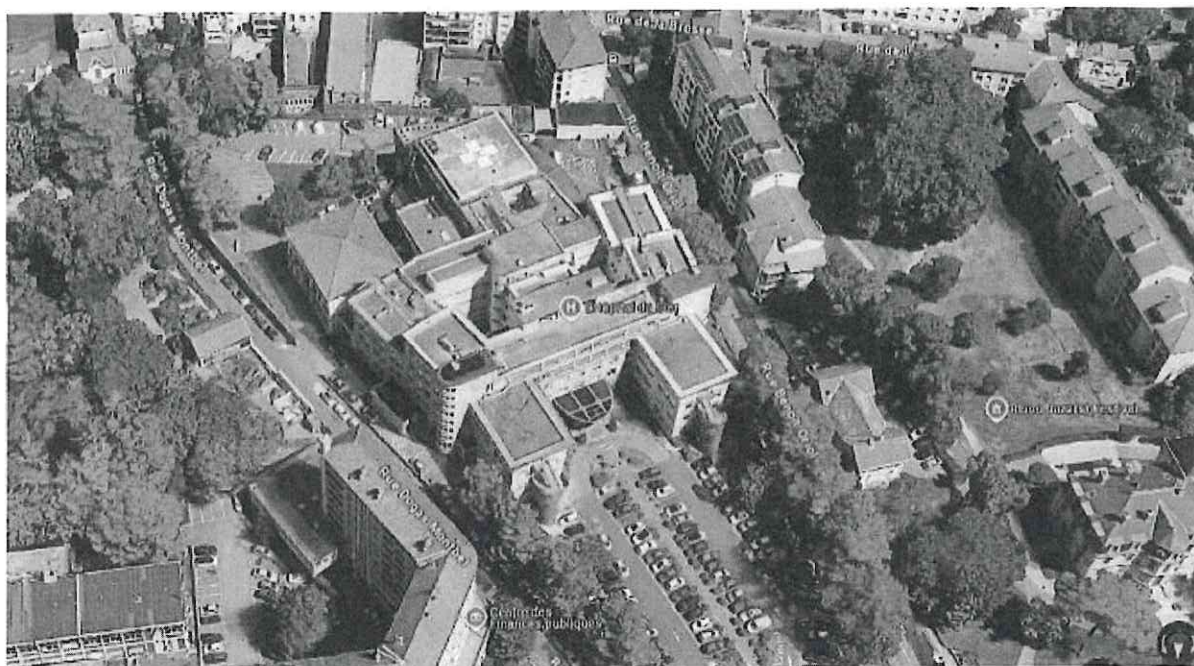
Effectif maximum admissible : 1269 personnes

Périodicité réglementaire des visites : 3 ans



www.sdis42.fr

DESCRIPTIF SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT



HISTORIQUE

- 10 septembre 2001 : avis favorable à l'AT 01G 8078 relatives à l'extension et restructuration du bâtiment qui était classé en type U de 3ème catégorie. **Une demande de dérogation a reçu un avis favorable (verrouillage des portes du secteur internat avec déverrouillage asservie au SSI),**
- 29 octobre 2001 : visite de réception partielle du 4ème étage,
- 16 avril 2002 : autorisation de travaux concernant **une deuxième solution présentée concernant une demande de dérogation du désenfumage (archives manquantes),**
- 2 mai 2002 : visite de réception partielle d'une deuxième tranche avec restructuration du 4ème étage (?),
- 26 mars 2003 : visite périodique avec avis favorable avec prescriptions,
- 1 juillet 2003 : avis favorable à l'AT 03G8041 relative au réaménagement du service cardiologie,
- 22 janvier 2004 : avis favorable à l'AT 03G8102 relative au réaménagement de la pharmacie au R-1,
- 23 septembre 2004 : avis favorable à l'AT 03G8107 relative à la restructuration du bâtiment administratif,
- 23 septembre 2004 : avis favorable à l'AT 03G8108 relative à la restructuration de l'accueil des urgences avec déplacement de la centrale du SSI,
- 9 février 2006 : avis favorable à l'AT 06G0001 relative à l'extension de l'hôpital. **Une 3ème demande de dérogation a reçu un avis favorable (Absence de circulation pour accéder au dégagement accessoire du local box non accessible au public).**
- 27 juin 2006 : visite périodique avec avis favorable avec prescriptions et visite de réception de travaux (AT ?) avec avis favorable avec prescriptions,
- 26 février 2007 : visite de réception de travaux du pole endoscopie et du local CTA (AT 06G0001) avec avis favorable avec prescriptions,
- 12 septembre 2007 : visite de réception de travaux des unités de médecine de jour (AT 06G0001) avec avis favorable avec prescriptions,

30 novembre 2007 : visite de réception de travaux de chirurgie ambulatoire (AT 06G0001) avec avis favorable avec prescriptions,

22 mai 2008 : avis favorable au **reclassement de l'établissement en TYPE U de 2^{ème} catégorie avec des aménagements de TYPE L, N et V pour un effectif total de 1137 personnes**,

6 novembre 2008 : avis favorable à l'AT 7 relative à la restructuration du bâtiment B,

10 décembre 2008 : **visite de réception des travaux autorisée le 6 novembre avec avis défavorable motivé par une absence de schéma d'organisation de la sécurité incendie et service de sécurité non conforme**,

24 avril 2009 : avis favorable à l'AT 09-007 relative au réaménagement du service de consultation externe au RdC,

11 juin 2009 : avis favorable à l'AT 09G004 relative au réaménagement du service de soins continus,

11 juin 2009 : avis favorable à l'AT 09G005 relative à la création d'un local serveur,

3 septembre 2009 : avis favorable à l'AT 09O014 relative au réaménagement de la radiologie,

28 septembre 2009 : **visite périodique avec avis défavorable motivé par les mêmes raisons qu'en décembre 2008**,

1^{er} juillet 2010 : avis favorable à l'AT 10 5300.3 relative à une mise en conformité de l'établissement par la création d'un poste de sécurité, la mise en conformité de l'installation électrique et du SSI. **3 nouvelles dérogations (7 en tout) ont reçus un avis favorable (distance à parcourir au débouché d'un cul de sac en bloc obstétrique, porte d'une UP sur escalier 2UP, paroi d'encloisonnement situé à proximité d'escalier à l'air libre). Une 8ème (concernant le cheminement des fluides médicaux) a reçu un avis différé.**

26 août 2010 : avis favorable à l'AT 10-53014 relative au changement d'affectation de locaux dans la maternité,

7 juillet 2011 : **levée de l'avis défavorable suite à la réception du schéma d'organisation de la sécurité incendie et service de sécurité conforme.** 4 prescriptions restent à lever.

27 septembre 2011 : **visite périodique avec avis défavorable motivé par une alarme incendie HS au 4ème étage. L'établissement a retrouvé un avis favorable le 6 octobre 2011,**

20 octobre 2011 : avis favorable à l'AT 11-011 relative à des changements d'affectation de locaux au service consultations externe,

20 juin 2013 : avis favorable à l'AT 13S0002 relative à la rénovation de 16 chambres.

22 mai 2014 : avis favorable à l'AT 14S0004 relative à un changement d'affectation de locaux au niveau 1 avec modification du zonage U10.

19 septembre 2014 : visite périodique et visite de réception de travaux (11-011, 13S002 et 14S0004 avec avis favorable avec prescriptions,

23 janvier 2018 : visite périodique avec avis favorable avec prescriptions,

7 avril 2021 : visite périodique avec avis favorable avec prescriptions,

12 décembre 2023 : avis favorable à une manifestation temporaire dans le hall d'entrée,

12 avril 2024 : visite périodique avec avis favorable avec prescriptions,

DEFINITION DU PROJET- DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Le dossier transmis pour avis concerne :

- le reclassement de l'établissement,
- la réhabilitation et l'extension du service des urgences avec la création de locaux à sommeil,
- la réhabilitation de l'entrée et de quelques locaux annexes,
- la réalisation de plusieurs extensions en RdC,
- la reprise de quelques aménagements paysagers.

7 phases et 2,5 ans de travaux sont prévus:

- Phase 0 (1 mois) :** travaux préparatoires concernant l'aménagement de place de stationnement et le dévoiement des réseaux,
- Phase 1a (1 mois) :** remaniement des cloisons du PC sécurité avec création du futur escalier menant à la mezzanine de l'accueil et démolition de l'ancien,
- Phase 1b (5 mois) :** réaménagement de la zone accueil / bureau des entrées et extension des consultations,
- Phase 2 (5 mois) :** réaménagement des urgences filière courte et de la maison médicale de jour et création d'une galerie interne aux urgences,
- Phase 3 (6 mois) :** extension des urgences (pôle accueil, sas ambulance salle déchoquage, etc...), aménagement de divers salles et sas et des aménagements extérieurs,
- Phase 4 (6 mois) :** démolition de l'ancien sas ambulance, création des UHTCD (unité d'hospitalisation de très courte durée) (6 chambres + locaux de soins), réaménagement des soins d'urgences filière longue,
- Phase 5 (2 mois) :** aménagement de chambre de garde et du secteur biologie.

Le PC sécurité et les moyens de secours (voie échelles, CS, SSI, etc...) resteront opérationnels.

Il n'est pas précisé si les phases seront réceptionnées au fur et à mesure ou à l'issue des travaux (**prescription**).

CLASSEMENT

Pour le type U, selon la déclaration du maître d'ouvrage, l'effectif susceptible d'être admis simultanément sera de 925 personnes au titre du public, de 170 personnes au titre du personnel, soit un total de 1095 personnes,

Pour le type L, l'effectif susceptible d'être admis simultanément 144 personnes au titre du personnel,

Pour le type N, l'effectif susceptible d'être admis simultanément sera de 30 personnes au titre du personnel,

L'activité de type V est supprimée.

L'effectif total susceptible d'être admis simultanément sera de 925 personnes au titre du public (dont 437 lits), de 344 personnes au titre du personnel, soit un total de 1269 personnes.

Cet établissement recevant du public sera répertorié en :

TYPE U de 2^{ème} CATEGORIE avec des aménagements de TYPE L et N.

IMPLANTATION

La voie échelle ouest est repositionnée.

CONSTRUCTION

Les extensions sont réalisées en béton armé (BA) SF1h en RdC uniquement.

Les structures existantes ne seront modifiées que ponctuellement par la création d'ouvertures avec conservation de la stabilité 1h existante.

Les extensions seront toutes isolées des tiers.

Les toitures créées sont en BA soit végétalisées soit gravillonnées.

Les façades seront en BA avec bardage métallique, vitrage et brise soleil avec un C+D respecté.

La distribution intérieure est déjà traitée en compartiments conformes dans ce RdC : certains seront agrandis tout en restant conformes.

Les locaux à sommeil sont interdits dans les compartiments sauf s'il existe « une surveillance humaine particulière et permanente » ce qui sera le cas dans les urgences.

Les chambres de garde seront traitées en logement de fonction conforme à l'article CO29.

Le poste de sécurité sera isolé CF1h.

Les conduits et gaines seront conformes.

Les aménagements intérieurs seront conformes.

DEGAGEMENTS

Ils seront conformes aux issues particulières des compartiments (art CO25§2c).

VENTILATION ET DESENFUMAGE

Le désenfumage mécanique des circulations sera adapté (étendu, modifié) aux nouveaux locaux. Les ventilations basses pourront être des portes automatiques coulissantes. Dans ce cas, leur ouverture sera asservie au CMSI.

ELECTRICITE

Les nouvelles installations électriques (normales, de remplacement et de sécurité) et les installations d'éclairage (normal et de sécurité) seront adaptées aux nouveaux locaux.

FLUIDES MEDICAUX

Les zones de stockage ne seront pas modifiées dans le cadre du projet. Les ouvrages seront modifiés et étendus pour desservir les extensions. Ces installations respecteront les dispositions de l'article U56.

CHAUFFAGE/ VENTILATION

Les nouvelles installations seront adaptées aux nouveaux locaux.

RISQUES SPECIAUX

Les locaux à risques particuliers dans le cadre des présents travaux sont les suivants :

Type de locaux	Risques Moyens	Risques Importants
Cuisines	N/A	N/A
Ateliers Techniques	N/A	N/A
Local fermé d'accès Ambulance	SAS Ambulances (B.012)	N/A
Stérilisation et Centrale d'oxyde d'éthylène	N/A	N/A
Stockage de gaz médicaux	N/A	N/A
Groupe de locaux de laboratoires, pharmacie	Biologie délocalisée (C.046)	N/A
Réserves (stockage de liquides inflammables)	Ménage général (C.045), Stockage gros matériel (C.042), Stock Matériels (D.022), Local C.041	N/A
Service ou unité de soins (stockage de liquides inflammables)	N/A	N/A
Archives	N/A	N/A
Lingerie, locaux de déchets, Réserves, Pharmacie (Stockage de matières inflammables)	Local linge sale (G.033), Rangement salle ISO7 (G.037), Local linge sale / déchets (D.024), Local linge propre (D.023)	N/A

Les locaux à risques moyens seront isolés du reste des locaux par des cloisons classés EI60, et des bloc-portes EI30 avec ferme-porte et sélecteur de fermeture pour les bloc-portes à 2 vantaux.

MOYENS DE SECOURS

Les moyens de secours sont globalement inchangés et adaptés aux nouveaux locaux. En particulier, la détection sera présente dans tous les locaux sauf sanitaires. Les ZC et ZF seront mises à jour, deux RIA seront réimplantés.

Les plans seront mis à jour.

La notice indique que la liaison avec les sapeurs-pompiers sera « prioritaire » et secourue 1 heure alors que 6 heures sont requises (**prescription**).

TEXTES APPLICABLES EN MATIERE DE SECURITE INCENDIE

Les travaux et aménagements qui seront réalisés sont assujettis :

- Au code de la construction et de l'habitation (articles R143-1 à R143-47).
- Au règlement de sécurité contre l'incendie et la panique :
 - Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 pour les dispositions générales
 - Arrêté Ministériel du 10 décembre 2004 pour les dispositions particulières aux établissements de soins (articles U1 à U64).
 - Arrêté Ministériel du 5 février 2007 pour les dispositions particulières aux salles polyvalentes (articles L1 à L85).
 - Arrêté Ministériel du 21 juin 1982 pour les dispositions particulières aux restaurants et débits de boissons (articles N1 à N20).
- Au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Loire tel qu'approuvé par l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2017 et modifié par l'arrêté préfectoral du 12 mars 2019.

PRESCRIPTIONS

Les différentes mesures indiquées dans la notice de sécurité, signée par le maître d'ouvrage en date du 30 octobre 2024 et jointe au dossier, devront être respectées, ainsi que les prescriptions complémentaires suivantes :

1. Placer les travaux sous le contrôle d'un organisme agréé conformément aux articles R 125-17 et GE 6 à GE 9.
2. Ne pas effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation (des mesures particulières devront être prises en ce sens, selon la nature des travaux : isolement de la zone chantier, surveillance du chantier, travaux hors présence du public le cas échéant, etc...) (article GN 13).
3. Une visite de commission de sécurité devra être demandée à l'issue de chaque phase (sauf phase 0 et 1a) (article R143.38 et 41).
4. La liaison prioritaire avec les sapeurs-pompiers devra être secourue pendant 6 heures (article MS70§4).
5. Lever les prescriptions de la visite périodique en date du 12/04/2024.

En exécution des prescriptions des articles R 143.23, R 143.38, R 143.39, l'attention du Maire est attirée sur le fait que l'autorisation d'exploitation, qui ne peut être délivrée qu'après réception par la Commission de Sécurité compétente des travaux entièrement terminés, est subordonnée à la production par les constructeurs, installateurs et exploitants, chacun en ce qui le concerne, des comptes rendus, documents et procès-verbaux prévus par la réglementation (articles R 143.34, R 143.37, R 143.44 et GN 12 et GE 6 à GE 9).

La visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Saint-Etienne devra être sollicitée 1 mois avant la date envisagée pour la réception de chaque phase (phase 1 à 5) de travaux de l'établissement (article R 143.38).

Il est précisé que le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (article R 143.34).

Conformément à la décision de la CCDSA en date du 10 février 2011 (PV du 25 février 2011), le rapport de vérification réglementaire après travaux émis par un organisme agréé devra être reçu au bureau de prévention du SDIS42, 48h ouvrables avant la date de la visite avant ouverture (ou après travaux).

En cas de non réception ou de rapport laissant apparaître des travaux non terminés, la visite sera annulée.


AVIS PROPOSE PAR LE S.D.I.S.

Un avis favorable est proposé aux membres de la sous-commission ERP-IGH à la délivrance de l'autorisation de travaux N° PC 24 00044.

Les travaux devront être réalisés conformément aux textes précités.

Il est expressément rappelé que l'avis formulé ne concerne que la sécurité incendie et la panique, il ne fait pas obstacle au respect des autres réglementations qui sont applicables à ce projet.

L'adjoint du Chef du service prévention,



Capitaine Frédéric BROTTE

Le rédacteur,



Capitaine Ferdinand CHAPPELLE



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DE LA LOIRE

**Direction Départementale
des Territoires**

DDT 42/SH/MA

Dossier suivi par :
Jean-Christophe ALMÉRAS

Tél. : +33 4 77 43 80 24

jean-christophe.almeras@loire.gouv.fr

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

Sous commission départementale d'accessibilité de ST ETIENNE

Réunion du jeudi 19 décembre 2024

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX PER-
SONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 042 207 24 0 0022

N° urbanisme : PC 042 207 24 0 0044

Commune : SAINT CHAMOND

Demandeur : Hôpital du Gier représenté(e) par Mme DESSERTAINE Gaelle

Adresse du demandeur : 19 rue Victor Hugo 42400 SAINT CHAMOND

Nom établissement : Hôpital du Gier

Adresse des travaux : 19 rue Victor Hugo 42400 SAINT CHAMOND

Type : U Etablissements de soins / Catégorie ERP : 2

Nature des travaux :

réhabilitation

extension

création de volumes

modification de la façade

réhabilitation et extension pour l'accueil des futures urgences

Demande de dérogation : non

PRÉSENTATION SOMMAIRE

La demande d'autorisation de travaux consiste à la réhabilitation et à l'extension du bâtiment principal pour l'accueil des futures urgences, locaux de soins, hall d'entrée et d'accueil.

ANALYSE DU PROJET (au regard de l'arrêté du 8 décembre 2014 & 20 avril 2017)

Le parking est entièrement réhabilité et 44 places seront dédiées aux visiteurs. Le code de la construction et de l'habitation (article L113-11 à L113-14) prévoit, en fonction du nombre de places de stationnement, des obligations d'aménagement de places de stationnement pour la recharge des véhicules électriques. Le parking doit comporter :

- x 1 place de stationnement adaptée aux personnes circulant en fauteuil roulant,
- x 1 place de stationnement adaptée équipée d'une borne de recharge pour véhicules électriques. Elle doit être signalée mais non réservée. Une personne circulant en fauteuil roulant doit pouvoir atteindre (largeur du cheminement, espace d'usage et de giration...) et utiliser la borne (hauteur des commandes et de la prise...). La borne de recharge pour véhicules électriques qui équipera la place de stationnement adaptée pourra fournir le câble,
- x 7 places de stationnement pré-équipées pour la recharge des véhicules électriques,
- x 1 place de stationnement pré-équipée pour la recharge des véhicules électriques, dimensionnée pour être accessible aux personnes à mobilité réduite.

Des places de stationnement équipée d'une borne de recharge pour véhicules électriques dont 1 adaptée ainsi que des places prééquipées dont 1 déjà dimensionnée pour être accessible aux personnes à mobilité réduite pourront être prévues pour le personnel et les médecins.

La hauteur de la surface d'assise du siège de la salle de bains communes doit est comprise entre 45 et 50 cm du sol et non entre 45 et 60 cm comme indiqué sur les plans.

MOTIVATION

– sur l'autorisation : favorable

prescriptions :

- le parking visiteurs doit comporter :
 - x 1 place de stationnement adaptée aux personnes circulant en fauteuil roulant,
 - x 1 place de stationnement adaptée équipée d'une borne de recharge pour véhicules électriques. Elle doit être signalée mais non réservée. Une personne circulant en fauteuil roulant doit pouvoir atteindre (largeur du cheminement, espace d'usage et de giration...) et utiliser la borne (hauteur des commandes et de la prise...). La borne de recharge pour véhicules électriques qui équipera la place de stationnement adaptée pourra fournir le câble,
 - x 7 places de stationnement pré-équipées pour la recharge des véhicules électriques,
 - x 1 place de stationnement pré-équipée pour la recharge des véhicules électriques, dimensionnée pour être accessible aux personnes à mobilité réduite.
- la hauteur de la surface d'assise du siège de la salle de bains communes doit est comprise entre 45 et 50 cm du sol et non entre 45 et 60 cm comme indiqué sur les plans.

recommandation :

- des places de stationnement équipée d'une borne de recharge pour véhicules électriques dont 1 adaptée ainsi que des places prééquipées dont 1 déjà dimensionnée pour être accessible aux personnes à mobilité réduite pourront être prévues pour le personnel et les médecins.

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à l'autorisation de travaux. Cet avis est assorti des prescriptions et de la recommandation énoncées ci-dessus.

À SAINT-ÉTIENNE, le jeudi 19 décembre 2024

Pour le Préfet et par délégation,
Le président de la commission

Jean-Christophe ALMÉRAS

Nota : lorsque l'établissement sera conforme, il appartiendra à son responsable de l'attester, de façon à finaliser la procédure. Pour ce faire, il lui est conseillé d'avoir recours à l'outil en ligne :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/attestation-accessibilite-cat1-4>

Un exemplaire de cette attestation devra être transmis au maire de la commune.

Nota : un registre public d'accessibilité doit par ailleurs être ouvert et mis à disposition du public. En savoir plus :

https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#scroll-nav_7

Afin d'informer votre clientèle sur l'accessibilité de votre établissement et de le faire connaître auprès de tous les publics, nous vous invitons à renseigner la plateforme citoyenne gratuite Acceslibre à l'aide du lien suivant : <https://acceslibre.beta.gouv.fr/>

